Bons nobles, mauvais nobles, nobles marchands ?

Réflexions autour des noblesses italiennes en milieu communal (XII^e-début XVI^e siècle)

Guido Castelnuovo

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/crm/756>

DOI : 10.4000/crm.756

ISSN : 1955-2424

Éditeur

Honoré Champion

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2006

Pagination : 85-103

ISSN : 1272-9752

Référence électronique

Guido Castelnuovo, « Bons nobles, mauvais nobles, nobles marchands ? », *Cahiers de recherches médiévales* [En ligne], 13 | 2006, mis en ligne le 27 novembre 2009, consulté le 15 décembre 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/crm/756> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/crm.756>

Bons nobles, mauvais nobles, nobles marchands ? Réflexions autour des noblesses italiennes en milieu communal (XII^e – début XVI^e siècle).

Bien que d'origine lombarde, et donc barbare, au milieu du XII^e siècle les habitants de la Lombardie

conservent l'élégance de la langue ainsi que l'urbanité propres aux mœurs d'ascendance romaine. [...] Nous savons que, parmi eux, se trouvent trois ordres, celui des *capitanei*, celui des vavasseurs, celui du peuple ; pour éviter toute arrogance et réprimer tout orgueil, leurs consuls sont élus et choisis non pas au sein d'un seul ordre, mais bien dans tous les trois ; en outre, pour éviter que ne se déchaîne une quelconque soif de domination et pour que l'on ne s'abandonne point aux tentations du pouvoir, ces consuls sont remplacés chaque année. Presque toute la terre est partagée entre ses cités ; chaque ville contraint les habitants du territoire à demeurer avec elle, et nous trouverions bien difficilement un seul noble ou puissant suffisamment ambitieux pour ne pas obéir aux ordres de sa cité. Les Lombards ont plutôt l'habitude de qualifier tout territoire soumis à leur autorité de *contado* de la ville. De plus, et en sorte qu'ils ne manquent pas de moyens pour contrôler et réprimer leurs voisins, ces Lombards ne dédaignent pas d'élever à la dignité chevaleresque ou aux plus hautes fonctions publiques des jeunes de condition inférieure tout comme d'autres artisans qui exercent des arts mécaniques, à savoir justement ceux que les autres peuples éloignent comme la peste des activités les plus nobles et les plus honnêtes. Voilà comment les Lombards devancent toutes les autres villes du monde en richesse et en puissance [...] tout en étant aidés, en cela, [...] par l'absence de leurs princes qui résident d'habitude Outremer¹.

¹ [...] *Latini sermonis elegantiam morumque retinent urbanitatem. [...] Cumque tres inter eos ordines, id est capitaneorum, valvassorum, plebis, esse noscantur, ad reprimendam superbiam non de uno, sed de singulis predicti consules eliguntur, neve ad dominandi libidinem prorumpant, singulis pene annis variantur. Ex quo fit, ut, tota illa terra inter civitates ferme divisa, singulae ad commanendum secum diocesanos compulerint, vixque aliquis nobilis vel vir magnus tam magno ambitu inveniri queat, qui civitatis sue non sequatur imperium. Consueverunt autem singula territoria ex hac comminandi potestate comitatus suos appellare, Ut etiam ad comprimendos vicinos materia non careant, inferioris conditionis iuvenes vel quoslibet contemptibilium etiam mechanicarum artium opifices, quos ceteres gentes ab honestioribus et liberioribus studiis tamquam pestem propellunt, ad militie cingulum vel dignitatum gradus assumere non dedigna. ntur. Ex quo factum est, ut ceteris orbis civitatibus divitiis et potentia premineant. Iuvantur ad hoc [...] principum in Transalpinis manere assuetorum absentia : Ottonis episcopi frisingensis et Rahevis, *Gesta Friderici*, éd. F. J. Schmale, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1974, II, 14, p. 308. Parmi les plus récentes lectures socio-politiques de ce passage : H. Keller, *Adelsherrschaft und städtische Gesellschaft in Oberitalien (9.-12. Jahrhundert)*, Tübingen, Niemeyer, 1979 (éd. ital. : *Signori e vassalli nell'Italia delle città*, Torino, UTET, 1995, p. 1-5) ; R. Bordone, *La società cittadina del Regno d'Italia*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1987, p. 7-26 (*Biblioteca storica subalpina*, 102).*

Voilà ce qu'écrit, en 1157, Otton de Freising, l'oncle de Frédéric Barbe-rousse. L'évêque allemand, l'homme politique et le chroniqueur impérial reconstitue de façon rhétorique les impressions que la cour des Hohenstaufen associait à la première descente italienne du nouveau roi de Germanie, en 1154. Or ce passage célèbre ne constitue pas seulement une remarquable exposition littéraire de l'éloignement radical ou du moins de la surprenante distance qui sépare, au XII^e siècle, chaque seigneur d'Outremonts de tout *civis* communal ; il se fait l'écho précoce, précis et prestigieux de bien des différences, et de certaines affinités, qui subsisteront tout au long du bas Moyen Âge entre les noblesses italiennes de matrice communale et les aristocraties princières et royales, de France, de Sicile ou d'ailleurs.

Il est vrai que les *Gesta* d'Otton sont imprégnés de formules rhétoriques et de réminiscences classiques, de *imitatio imperii* aux emprunts réitérés à saint Augustin ou à Paul Diaque², qui aident l'auteur à domestiquer la description géopolitique d'un univers par ailleurs méconnu et dont l'originalité socio-institutionnelle demeure indiscutable. Car il s'agit justement de cela, à savoir d'une terre privée d'empereurs où l'aristocratie territoriale des seigneurs châtelains est comme mitée par la vivacité de la suprématie urbaine. Chez Otton, la Lombardie et, avec elle, l'ensemble de l'Italie du centre et du nord, dévoilent leurs caractères urbains originels ; c'est un monde de cités dont l'autonomie politique *de facto* – devenue *de iure* avec la paix de Constance de 1183 – pose dès l'abord une question cruciale : qui crée le noble ? Est-ce là une prérogative du pouvoir royal, ou impérial, et de ses délégués, les princes, les comtes, les marquis ? Il semblerait que les maîtres d'œuvre doivent plutôt être recherchés au sein des autorités urbaines ; voilà qui permet à chaque commune de rivaliser avec les pouvoirs seigneuriaux dans l'octroi du *cingulum militiae*, en façonnant ainsi sa propre cavalerie/chevalerie³. Du coup, et si toute cité peut disposer de ses nobles et de ses chevaliers, la diversité des choix géopolitiques et des stratégies sociales risque d'intervenir directement sur l'identification des noblesses italiennes. L'importance de ces choix est, alors, au moins équivalente à la présence d'une idéologie aristocratique commune fondée sur un système de valeurs partagé et sur l'existence de modalités uniformes d'accès au groupe nobiliaire. Cette question conservera longtemps toute son actualité dans l'Italie des communes. En cette terre des villes, en effet, le fait urbain intervient dans tous les champs qui sous-tendent les définitions nobiliaires, de la politique aux institutions, de la société à la culture.

L'une des principales caractéristiques politiques des communes conquérantes concerne le contrôle urbain sur le monde rural, sur ces campagnes que les sources écrites qualifient de comté ou de diocèse et que les autorités communales s'efforcent

² Sur cet aspect, longtemps passé sous silence, voir à présent M. Zabbia, « Tra modelli letterari a autopsia. La città comunale nell'opera di Ottone di Frisinga e nella cultura storiografica del XII secolo », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo*, 106/2, 2004, p. 105-138, avec bibliographie.

³ Cf. S. Gasparri, *I milites cittadini. Studi sulla cavalleria in Italia*, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 1992 (*Nuovi studi storici*, 19) ; J.-C. Maire Vigueur, *Cavaliers et citoyens. Guerre et société dans l'Italie communale*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2003.

de transformer en autant de *contadi* citadins⁴. Chaque ville tend à se pourvoir d'un territoire rural soumis non seulement à une forte pression économique mais surtout à une vraie domination politique. Dans ce contexte, l'autonomie politique des nobles seigneurs perd beaucoup de sa force sociale, ou du moins de sa valeur idéologique ; voilà qui contraint la majorité des *domini loci* d'extraction aristocratique – les *virī magni* du texte d'Otton de Freising – à s'intégrer, au plus tard à l'aube du XIII^e siècle, au sein d'un système politique polarisé autour de la cité. Les modalités de ce transfert d'autorité sont multiples et changeantes selon les temps et les cités⁵ : le serment de « *cittadinatico* », qui oblige les seigneurs à résider en ville et à contribuer, à la première personne, aux droits et aux devoirs du vrai *civis* ; la prestation d'hommages féodaux et militaires directement aux autorités communales ; une immigration personnelle ou lignagère dans une cité qui réorganise tout à la fois les formes du peuplement rural (fondation de bourgs francs et de villeneuves) et les modalités administratives, documentaires et fiscales de leur contrôle territorial (pensions, entre autres, à l'essor des *libri iurium*⁶). Cette urbanisation politique et nobiliaire aura, le plus souvent, des conséquences univoques. À part les cas, certes importants, de *domini* princiers ancrés dans certaines vallées et autres montagnes (les Apennins ligures, toscans, émiliens ; les combes alpines⁷), rares seront les seigneurs aristocratiques à pouvoir rivaliser durablement avec les choix politiques des gouvernements communaux. Cela signifie que, dès le XII^e siècle, l'essor communal impose aux aristocraties du centre et du nord de l'Italie d'accepter de rénover les formes de leurs pouvoirs et de leur sociabilité ; cela valait, entre autres pour les proches et les parents transalpins d'Otton de Freising, des marquis de Montferrat aux comtes de Biandrate. C'est ainsi que les *Gesta* révèlent un premier passage, essentiel : au lien presque convenu entre noblesse et pouvoir rural et châtelain, un lien qui ailleurs demeure souvent privilégié, l'Italie communale tend à substituer une dialectique aussi vivante qu'originale entre l'éminence aristocratique et la prééminence urbaine. La noblesse politique ne peut, dans la longue durée, faire abstraction de la cité et du service public qui lui est viscéralement lié⁸. Dans ce contexte, lorsque Otton se réfère à l'ordonnement de la cité, il parle des consuls et de leurs formes de gouvernement. Entre le XII^e et le XIV^e siècle, le rôle des institutions et des ma-

⁴ Cf. A. Degrandi, « La riflessione teorica sul rapporto città – contado nello scontro tra Federico Barbarossa e i comuni italiani », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medio Evo*, 106/2, 2004, p. 138-167.

⁵ Un cas d'étude urbain : G. Rippe, *Padoue et son contado (X^e - XIII^e siècle)*, Rome, École française de Rome, 2003 (BEFAR, 317) ; J.-C. Maire Vigueur, *Cavaliers...*, op.cit., p. 215-283.

⁶ A. Rovere, « I *Libri iurium* dell'Italia comunale », *Civiltà Comunale : Libro, Scrittura, Documento*, Genova, Società Ligure di Storia Patria, 1989 (*Atti*, CIII/ II), p. 157-199 ; P. Cammarosano, « I *libri iurium* e la memoria storica delle città comunali », *Il senso della storia nella cultura medievale italiana*, Pistoia, Centro italiano di studi di storia e d'arte, 1995, p. 309-325.

⁷ Au delà du cas savoyard, cf., à tout le moins, deux études récentes, lignagères et régionales : S. Collavini, *Gli Aldobrandeschi da conti a principi territoriali*, Pisa, ETS, 1998 ; M. Bettotti, *La nobiltà trentina nel medioevo*, Bologna, Il Mulino, 2002.

⁸ Cf. P. Gilli, *Au miroir de l'Humanisme. Les représentations de la France dans la culture savante italienne à la fin du Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 1997 (BEFAR, 296), p. 491.

gistratures urbaines est tel que le régime politique adopté par chaque cité intervient directement sur le profil de toute noblesse. Ainsi, le contrôle des hautes charges publiques, celles que les *Gesta* nomment les *dignitates* politiques, devient l'un des principaux attributs non seulement de toute supériorité citadine mais aussi des qualités prescrites au vrai noble.

Au cours du XII^e siècle, la grande majorité des consuls provient de lignages aristocratiques bien ancrés dans le tissu urbain. Il peut s'agir de membres de l'entourage épiscopal souvent pourvus de caractéristiques féodales ; ou bien de familles tout aussi importantes, mais politiquement plus autonomes, dont l'ascendance et l'éminence urbaines apparaissent indéniables aux yeux de leurs concitoyens ; ou encore de puissantes parentèles d'origine seigneuriale dont l'urbanisation est plus récente. Du coup, la fermeture graduelle de l'accès aux magistratures, un verrouillage à tel point évident dans les dernières décennies du siècle que l'on parle d'une « aristocratie consulaire »⁹, encourage la recrudescence d'âpres conflits sociaux au sein de la *civitas*. De là, une concurrence renouvelée qui favorise une plus robuste structuration des hiérarchies internes à la *militia* / noblesse communale. À son tour, cela implique le besoin de modifier les fondements institutionnels du gouvernement communal ; cette nécessité s'exprime par le passage rapide – décennal, ou peu s'en faut – du système consulaire au gouvernement des podestats. Pendant la première moitié du XIII^e siècle, l'affirmation du podestat comme un professionnel de la politique et de la gouvernance¹⁰ favorise une circulation de modèles institutionnels, documentaires et comportementaux qui s'étend à l'ensemble des cités de l'Italie du centre et du nord. Les caractères de fond et de forme de l'office du podestat se retrouvent partout, de la durée de sa charge à ses compétences de médiateur¹¹ ; dans le même temps, le fait qu'il soit choisi à l'extérieur renvoie à la portée et à la durée des systèmes d'alliances urbains¹². Mais il y a plus encore ; la saison du podestat favorise aussi la redéfinition du noble communal en un sens éminemment politique. En effet, ces podestats sont le plus souvent d'ascendance aristocratique et possèdent des compétences militaires et judiciaires spécifiques : la plupart d'entre eux sont autant de *militēs* – ou le deviennent au cours de l'exercice de leur office – alors qu'ils appartiennent souvent à la catégorie, si touffue, des *iudices* urbains¹³. Par le biais du po-

⁹ J.-C. Maire Vigueur, *Cavaliers...*, *op.cit.*, p. 337-362 ; R. Bordone, « I ceti dirigenti urbani dalle origini comunali alla costruzione dei patriziati », R. Bordone, G. Castelnovo, G. M. Varanini, *Le aristocrazie : dai signori rurali al patriziato*, Roma-Bari, Laterza, 2004, p. 60-75.

¹⁰ E. Artifoni, « I podestà professionali e la fondazione retorica della politica comunale », *Quaderni storici*, 63, 1986, p. 687-719 ; *Id.*, « Città e comuni », *Storia medievale*, Roma, Donzelli, 1998, p. 363-386.

¹¹ Tour d'horizons indispensable à plusieurs voix : *I podestà dell'Italia comunale, Parte I. Reclutamento e circolazione degli ufficiali forestieri (fine XII-metà XIV sec.)*, dir. J.-C. Maire Vigueur, 2 vol., Rome, École française de Rome, 2000 (*Collection de l'EFR*, 268).

¹² M. Vallerani, *L'affermazione del sistema podestarile e le trasformazioni degli assetti istituzionali*, G. Andenna et alii, *Comuni e signorie nell'Itali settentrionale : la Lombardia*, Torino, UTET, 1998 (*Storia d'Italia*, VI), p. 385-426 ; J.-C. Maire Vigueur, « Conclusioni. Flussi, circuiti e profili », *I podestà...*, *op. cit.*, vol. II, p. 897-1099.

¹³ J.-C. Maire Vigueur, « Gli *iudices* nelle città comunali: identità culturali ed esperienze politiche », *Federico II e le città italiane*, dir. A. Paravicini Bagliani, P. Toubert, Palermo, Sellerio, 1994, p. 161-176.

destat, et au-delà de l'essor de sa professionnalisation juridique, le lien entre l'exercice des magistratures urbaines et l'appartenance nobiliaire tend encore à se renforcer. Voilà d'ailleurs comment l'un de ces grands professionnels de la première moitié du XIII^e siècle, le Parmesan Bernardo Rossi, est glorifié en 1224 par Sienne, la ville qu'il vient de mener à une victoire militaire : vaillant et hardi en guerre, le podestat doit aussi être de belle prestance, éloquent et percutant dans ses paroles, correct et réservé par ses mœurs, pourvu de la générosité, de la grâce et de la délicatesse – la *curialitas* – propres au seigneur le plus influent¹⁴. L'idéal du chevalier, le prestige du seigneur et l'*ethos* du podestat semblent ainsi aller de pair. Quand, à partir du milieu du siècle, une nouvelle magistrature politique, celle du capitaine du Popolo, s'affirme sur la scène institutionnelle de la commune, elle reprend la majorité des traits de la figure du podestat, du doublet *arma et leges* à l'origine souvent aristocratique ou aux caractères éminemment politiques de son office¹⁵. Pourtant, au départ, le capitaine du Popolo ne dirige que celle parmi les *partes* communales qui devrait se montrer la plus éloignée du pouvoir aristocratique : en effet, à la tête du *populus* urbain le capitaine s'engage à combattre les privilèges de la *militia* noble formée par les citoyens chevaliers.

Les dernières décennies du XIII^e siècle apparaissent, dès lors, comme une période cruciale non seulement pour les vicissitudes des cités italiennes mais aussi pour l'histoire institutionnelle de la noblesse communale. Tout d'abord, le modèle politique représenté au mieux par la commune de type podestatal classique tend à se fragmenter, ce qui entraîne une démultiplication historiographique des cas d'étude urbains¹⁶. En simplifiant à outrance, nous pouvons dire que, dans une première phase (1170-1210 environ), trois typologies (post)communales peuvent être distinguées¹⁷ : 1. les cités où le Popolo gouverne avec plus de rudesse (en premier lieu Bologne et Florence) et où sont mis au point des systèmes et des procédures d'exclusion d'une large partie de l'ancien groupe chevaleresque et seigneurial (organisation d'une documentation anti-aristocratique qui prend la forme de listes régulièrement mises à jour ; essor des bannissements contre des nobles magnats et gibelins ; mise en place d'une législation ouvertement dirigée contre les magnats) ; 2. les communes dans lesquelles le *populus* apparaît essentiellement porteur d'une idéologie rénovée de pacification urbaine et qui n'excluent pas tout à fait leurs nobles – y compris ceux que l'on commence à qualifier de magnats – de l'arène politique et des offices de gouvernement ; 3. les cités qui maintiennent formellement les institutions et les magistratures communales (podestat, capitaine du peuple) mais qui, dans le même temps, tendent à transformer ces charges temporaires en des offices rénovés car

¹⁴ *Pulchritudinis forma, sapientie magnitudo, eloquentia facunda, sermonum suavitas, largitas et curialitas, et morum compositio* cit. dans O. Guyotjeannin, « Podestats d'Émilie centrale : Parme, Reggio et Modène », *I podestà...*, op. cit., vol. I, p. 369-370, n. 28.

¹⁵ Cf. E. Artifoni, « I governi di "popolo" e le istituzioni comunali nella seconda metà del secolo XIII », *Reti Medievali – Rivista*, IV/2, 2003, <http://www.storia.unifi.it/_RM/rivista/saggi/Artifoni.htm>.

¹⁶ Quelques remarques d'ensemble, avec renvois bibliographiques, dans G. Castelnovo, « Uffici e ufficiali nell'Italia del basso medioevo », *Le Italie del tardo medioevo*, Firenze, FUP, 2006, sous presse.

¹⁷ Cf. une synthèse récente avec bibliographie de référence : R. Bordone, G. Castelnovo, G. M. Varanini, *Les aristocrazie...*, op. cit.

durables, viagers, à terme héréditaires : de Trévise à Ferrare, de Mantoue à Milan autant de capitaines, de vicaires et de podestats qui se muent en seigneurs, princes et tyrans. En vérité, ces modifications institutionnelles ne remettent pas en question le lien privilégié entre le noble et ses *dignitates* de gouvernement. Simplement, ce lien n'apparaît plus univoque ni, nécessairement, de signe positif. Or c'est bien là que se dessine une bouleversante nouveauté par rapport au reste de l'Occident médiéval. S'il est vrai que la noblesse des régimes seigneuriaux urbains et territoriaux s'efforce de trouver un nouvel équilibre entre sa prééminence urbaine et un service rapproché fourni aux différents appareils princiers, l'enjeu le plus innovant concerne les cités qui (re)créent leur mémoire institutionnelle autour des formes et de l'idéologie de la *communalis libertas*. Là, de Florence à Pérouse, de Sienne à Bologne, plusieurs transformations essentielles voient pleinement le jour, qui trouvent leurs racines et leur raison d'être dans l'évolution du profil social des élites urbaines tout au long des XII^e et XIII^e siècles et dont le passage d'Otton de Freising esquissait déjà les prémices.

Dès le milieu du XII^e siècle, les *Gesta* évoquent la double appartenance, urbaine et rurale, des nobles actifs dans la vallée du Pô. Corollaire d'une ruralité toujours plus teintée d'urbanité, « ces Lombards ne dédaignent pas d'élever à la dignité chevaleresque ou aux plus hautes fonctions publiques des jeunes de condition inférieure tout comme d'autres artisans qui exercent des arts mécaniques, à savoir justement ceux que les autres peuples éloignent comme la peste des activités les plus nobles et les plus honnêtes »¹⁸. Commentons ce bref extrait, qui nous parle aussi bien des pourvoyeurs de noblesse que des qualités qui feraient le noble et encore des opportunités d'ascension sociale en milieu urbain.

Le passage d'Otton révèle l'influence précoce et indéniable que la communauté des citoyens et les autorités de la commune ont eue sur la définition politique de la noblesse. Nous avons déjà rappelé toute l'importance de cette délimitation externe de l'état de noble ; ajoutons simplement que dans un contexte âprement conflictuel, c'est-à-dire au moins pendant ce long XIII^e siècle communal (1180-1310 environ) qui fut, aussi, celui d'une civilisation permanente du conflit¹⁹, le rôle d'ordonnateurs de noblesse assigné aux gouvernements urbains eut pour conséquence presque immédiate une refonte réitérée des noblesses citadines sur la base de critères idéologiques, culturels et socio-économiques ; l'exemple le plus éclatant fut celui de l'apparition, entre 1270 et 1310, d'une nouvelle catégorie de nobles mal aimés et politiquement désavantagés, celle des magnats dont nous reparlerons tantôt.

Gardons pour l'heure en mémoire le texte de l'évêque allemand et remarquons d'emblée que l'auteur insiste sur deux indicateurs nobiliaires aux contours fondamentalement professionnels et culturels : le service public des nobles de la cité passerait par leurs compétences politiques et leurs aptitudes militaires. Si le lien entre noblesse et politique sera bientôt mis en due évidence par la figure du podestat, tout à la fois homme de la parole – tant orale qu'écrite²⁰ –, spécialiste du droit et

¹⁸ *Otonis episcopi frisigensis et Rahevini, Gesta Friderici...*, op-cit., II, 14, p. 308 ; cf. *supra*, n. 1.

¹⁹ C'est bien l'un des maîtres mots de la magistrale synthèse d'É. Crouzet-Pavan, *Enfers et paradis. L'Italie de Dante et de Giotto*, Paris, Albin Michel, 2001.

²⁰ E. Artifoni, « I podestà professionali ... » art. cit ; Id., « Retorica e organizzazione del linguaggio politico nel Duecento italiano », *Le forme della propaganda politica nel Due e nel*

membre presque convenu de parentèles aristocratiques, la qualité chevaleresque des nobles citadins mérite un discours plus approfondi. En effet, malgré l'allusion des *Gesta* à l'adoubement chevaleresque – la remise du *cingulum* –, la *militia* urbaine semble peu attirée par cette cérémonie et cela jusqu'aux dernières décennies du XIII^e siècle à tout le moins²¹. L'engagement militaire de la *militia* passe de préférence par ses capacités de combattre à cheval pour sa commune, ou pour sa *pars*. Les *milites nobiles vel consueti*²² de la première moitié du siècle sont pourvus de privilèges fiscaux et politiques qui correspondent à leur capacité sociale d'agir militairement en faveur de la cité ; à partir du milieu du siècle au plus tard, cette noblesse militaire, fortement imprégnée d'une « culture de la haine »²³ que les nouvelles autorités populaires s'évertuent inlassablement à éradiquer, entre en concurrence avec l'essor des *milites pro commune*, des cavaliers que les autorités urbaines organisent selon des critères économiques et censitaires²⁴. Cette évolution importe particulièrement pour notre propos car elle entraîne l'abrogation ou, du moins, la remise en question ouverte des privilèges coutumiers et des immunités fiscales habituellement attribués au statut nobiliaire. Or, comme dans l'Italie du centre et du nord la fiscalité continue longtemps à être régie par les autorités communales, voilà que cette figure si connue dans l'espace français²⁵, à savoir celle du noble exempt car spécialiste de la guerre et de l'office, n'aura guère cours, du XIII^e au XV^e siècle, dans les cités italiennes.

Si les *milites* et les nobles ne semblent pas en mesure de garder durablement des privilèges qui ailleurs sont en train de leur être reconnus comme coutumiers, l'état de noblesse ne perd pas pour autant ses attraits en milieu communal. C'est ainsi que le *mos nobilium*, un style de vie aristocratique fondé sur des loisirs guerriers, sur des comportements agressifs et sur une culture chevaleresque garde tout son prestige auprès des différentes couches sociales qui entendent ainsi démontrer leur réussite personnelle et familiale. À Arezzo, en 1238, c'est le cas d'Ughetto, homme dépendant d'une abbaye rurale qui, après son transfert en ville, cherche à revendiquer, au tribunal, sa nouvelle noblesse urbaine par le biais de témoignages le décrivant comme un habitué des *ludi in armis* ou *cum equis*²⁶. Quelques décennies plus tard, à Florence, le puissant seigneur Corso Donati, entouré de ses nombreux familiers et partisans, est ainsi décrit par Dino Compagni : « un chevalier ressem-

Trecento, Rome, École française de Rome, 1994 (Collection de l'EFR, 201), p. 157-182 ; Id., « L'éloquence politique dans les cités communales (XIII^e siècle) », *Cultures italiennes*, éd. I. Heullant-Donat, Paris, Éditions du Cerf, 2000, p. 270-296.

²¹ En dernier lieu S. Gasparri, *op. cit.*, part. p. 66-91, 111-133 ; J.-C. Maire Vigueur, *Chevaliers...*, *op. cit.*, part. p. 281, 297-301.

²² *Gli statuti del comune di Treviso*, 3 Vol., éd. G. Liberali, Venezia, Deputazione di storia patria per le Venezie, 1950-1954 (*Monumenti storici*, 4), statut de 1231, vol. II, p. 147-148, 209-210.

²³ J.-C. Maire Vigueur, *Chevaliers...*, *op. cit.*, part. p. 307 ; déjà Otton révélait l'intérêt porté par chaque commune *ad comprimendos vicinos* : *supra*, n. 1.

²⁴ L'étude des différentes étapes de l'évolution de la *militia* communale constitue l'un des cœurs de l'ouvrage de J.-C. Maire Vigueur, *Chevaliers...*, *op. cit.*

²⁵ Cf. P. Contamine, *La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII. Essai de synthèse*, Paris, PUF, 1997, particulièrement p. 25-32.

²⁶ U. Pasqui éd., *Documenti per la storia della città di Arezzo nel Medio Evo*, vol. II, *Codice diplomatico (anno 1180-1337)*, Arezzo, Tipografia U. Bellotti, 1916, p. 218. Cf. G. Tabacco, « Nobiltà e potere ad Arezzo in età comunale », *Studi Medievali*, 15, 1974, p. 1-24.

blant au Romain Catilina, mais en plus cruel ; noble de sang, bien fait de sa personne, beau parleur et aux belles manières, d'une intelligence subtile mais l'esprit toujours prompt à médire »²⁷. Dans ce cadre, dès lors qu'un forgeron vise à devenir chevalier²⁸, que divers lignages urbains affermissent leur ancrage dans le *contado* en investissant un nombre si élevé de seigneuries rurales²⁹, que les gouvernements communaux eux-mêmes font usage d'une terminologie et d'institutions féodales, seigneuriales, voire chevaleresques³⁰, nous pouvons considérer qu'une grammaire sociale partagée de matrice nobiliaire demeure bien vivante dans l'univers citadin et communal des XIII^e et XIV^e siècles.

Voilà, toutefois, qui pose un problème de taille, déjà discerné par Otton de Freising : comment évaluer l'acquisition de qualités nobles de la part des « artisans qui exercent un art mécanique »³¹ ? Ce qui revient à réfléchir sur les liens entre aristocratie et roture, entre *artes* et noblesse. Dans le royaume de France on parlera, surtout au XV^e siècle, de marchands anoblis et de nobles dérogeants³². Si la simple opposition nobles / bourgeois est remise en question dans l'historiographie française récente³³, en Italie communale la question se pose encore autrement car le doublet noblesse et affaires demeure longtemps à l'ordre du jour. Cela est tout particulièrement vrai, du XII^e au premier XIII^e siècle, au sein des communes les plus actives du point de vue économique, comme Asti et son marché bancaire ou Pise et Gênes avec leurs trafics maritimes. Encore dans les années 1320, le chroniqueur astesan Guglielmo Ventura décrit ainsi la double appartenance, marchande et aristocratique, de la parentèle des Guttuari dont les membres *aurum et argentum possidebant supereminenti mensura, domibus et castellis, turribus, equis et armis praecedebant Astenses*³⁴. Finances et seigneuries, quartiers et châteaux, argent et chevaux, c'est bien

²⁷ Dino Compagni, *Cronica*, éd. D. Cappelletti, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2000 (*Fonti per la storia dell'Italia medievale*. I), livre II, par. 89, p. 98.

²⁸ Cf. S. Gasparri, *op. cit.*, p. 81.

²⁹ Sur l'*insignorimento* des élites urbaines, voir quelques cas d'études, du XII^e au XIV^e siècle : F. Menant, « Le renouvellement des élites dans les villes d'Italie du Nord au début de l'époque communale : l'exemple de Bergame », *Les sociétés méridionales à l'âge féodal (Espagne, Italie et sud de la France X^e - XIII^e s.)*. Hommage à Pierre Bonnassie, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1999, p. 173-178 ; A. Giorgi, « Il conflitto magnati/ popolani nelle campagne : il caso senese », *Magnati e popolani nell'Italia comunale*, Pistoia, Centro italiano di studi di storia e d'arte, 1997, p. 137-211 ; A. Carniani, *I Salimbeni quasi una signoria*, Siena, Protagon Editori, 1995.

³⁰ En sus des synthèses déjà citées, voir F. Menant, *Campagnes lombardes du Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 1993 (BEFAR, 281) ; P. Jones, *The Italian City-State. From Comune to Signoria*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

³¹ Ottonis episcopi frisigensis et Rahevini, *Gesta Friderici...*, *op. cit.*, II, 14, p. 308 ; cf. *supra*, n. 1.

³² P. Contamine, *op. cit.*, particulièrement p. 207-211.

³³ Cf. *Les nobles et la ville dans l'espace francophone (XII^e - XV^e siècles)*, sous la direction de T. Dutour, journée d'études, 17 décembre 2005, Université de Paris IV, en cours de publication.

³⁴ Guglielmo Ventura, *Memoriale de gestis civium astensium*, R. Bordone dir., *Antichi cronisti astesi*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 1990, ch. 48, p. 217 ; R. Bordone, « Progetti nobiliari del ceto dirigente del comune di Asti al tramonto », *Bollettino storico-bibliografico subalpino*, 90, 1992, p. 437-494, part. p. 467-469.

l'ensemble de ces critères composites qui crée le noble, ou du moins le *civis* puissant. Cet état de fait avait déjà été rappelé par le frère prêcheur Giordano da Pisa (1260-1320) pour qui la réussite sociale en milieu communal procède de quatre différentes qualités : la puissance que proclament parents et amis, la culture faite d'*artes et leges*, la richesse « per essere sopra li altri » et, enfin, les savoirs politiques qui se déclinent en « prelatura, u vero dignitate, u podestà »³⁵. Cette aristocratie populaire de juges et de seigneurs, de banquiers et de grands marchands comme les Cerchi de Florence, des « hommes de basse condition, mais bons marchands et fort riches, qui s'habillaient bien, possédaient de nombreux familiers, chevaux et serviteurs, et avaient belle allure »³⁶, s'apprête à occuper le devant de la scène politique communale. Dès les années 1260-1270, dans les cités régies *ad populum* le riche semble faire le *miles* et les puissants lignages populaires constituent le socle du groupe dirigeant urbain. Cela dit, ces « genti nove » dont la « gentilezza » est le fruit de « gains fulgurants » correspondent-elles aux définitions plus convenues de la noblesse qui veulent que la « grande gentilezza » se trouve auprès de qui « est né d'un homme riche, ou a été longtemps citoyen d'un lieu donné, tout comme ses propres ancêtres »³⁷ ?

Dans un cadre politique et social si mouvant, ne nous étonnons pas d'assister au regain durable du débat littéraire sur ce que noblesse veut dire. Il est vrai que cette dispute a des racines anciennes et bien classiques, d'Aristote à Juvénal, de Sénèque à Salluste³⁸ ; qu'elle avait eu d'importants prolongements chrétiens, scolastiques et universitaires³⁹ ; qu'elle s'était présentée sous la plume des juristes au service de l'empereur Frédéric II⁴⁰. Cependant, la discussion sur la noblesse de sang et de vertu s'affirme comme un *topos* littéraire justement à partir des années 1260, tout à la fois auprès des poètes du *dolce stil novo*, chez Brunet Latin ou dans les œuvres de Dante, du *Banquet* à la *Divine Comédie*⁴¹. Confrontés à un climat socio-politique aussi tendu qu'innovant, les intellectuels communaux s'interrogent à l'envi sur les principaux fondements de toute vraie noblesse : faut-il privilégier les nobles héritiers (entendons, avec les statuts de l'époque, les seigneurs, la *pars militum*, les *scaptae*

³⁵ Giordano da Pisa, *Prediche inedite*, éd. C. Iannella, Pisa, ETS, 1997, XIV, p. 115.

³⁶ Dino Compagni, *op. cit.*, livre I, par. 96, p. 31.

³⁷ Extraits de différents sermons de Giordano cités et commentés dans C. Iannella, *Giordano da Pisa. Etica urbana e forme della società*, Pisa, ETS, 1998, p. 146-147.

³⁸ C. Badel, *La noblesse dans l'Empire romain. Les masques et la vertu*, Seyssel, Champ Vallon, 2005 ; P. et G. Contamine, « Noblesse, vertu, lignage et "anciennes richesses" : jalons pour une histoire médiévale de deux citations : Juvénal, *Satires*, 8, 20 et Aristote, *Politique* 5,1 », P. Lardet éd., *La tradition vive. Mélanges d'histoire des textes en l'honneur de Louis Holtz*, Paris-Tournhout, Brepols, 2003, p. 321-334.

³⁹ Voir, bientôt, G. Castelnovo, « Comment réviser un classique : noblesse, hérité et vertu d'Aristote à Dante et à Bartole (Italie communale, début XIII^e – milieu XIV^e siècle », C. De Miramont, M. van der Luigt (dir.), *L'hérité à la fin du Moyen Âge*, table-ronde, Paris, EHESS, avril 2003, en cours de publication dans *Micrologus*.

⁴⁰ F. Delle Donne, « Una disputa sulla nobiltà alla corte di Federico II di Svevia », *Medioevo romanzo*, 23, 1999, p. 3-20.

⁴¹ E. Pispisa, « Lotte sociali e concetto di nobiltà a Firenze nella seconda metà del Duecento », *Studi medievali*, 38, 1997, p. 439-463 ; G. Castelnovo, « L'identità politica delle nobiltà cittadine (inizio XIII – inizio XVI secolo) », R. Bordone, G. Castelnovo, G. M. Varanini, *Le aristocrazie...*, *op. cit.*, p. 195-243, part. p. 215-221.

aristocratiques) ou défendre la qualité nobiliaire des nouveaux nantis, tels ces « grandi di popolo » ou ces *artifices* aux attitudes aristocratiques qui pourraient désirer devenir eux-mêmes autant d'ancêtres ? Qui préférer, qui épauler, les Donati ou les Cerchi ? Ainsi, derrière le débat nobiliaire entre hérédité et vertu se profile un double problème d'une rare actualité : comment conjuguer le gouvernement participatif de la commune populaire et de ses institutions avec l'agressivité manifeste d'une partie de ses élites dont les comportements se révèlent prévaricateurs et ostentatoires, et qui, en outre, agit souvent à la tête des *partes* et des factions urbaines ? Et encore, comment associer, ou dissocier, *artes* et noblesse, noblesse et pouvoir, pouvoir et prestige ? Du coup, le XIV^e siècle communal, oligarchique et seigneurial sera nécessairement amené à se pencher sur ces questions vitales. Ses réponses nobiliaires seront souvent divergentes, comme l'avait pressenti Giordano da Pisa en admonestant que « suole essere secondo natura diversità di nobilità per ragione del luogo »⁴². Il n'empêche, le moment est venu de renouer avec ces nobles *sui generis* que sont les magnats.

Dès les années 1270, dans la plupart des cités à dominante populaire, la noblesse est clairement définie de l'extérieur car les autorités distinguent en son sein deux catégories antagonistes : les bons et les mauvais nobles. Dangereux parce que réputés trop puissants et rétifs à l'autorité de la commune, les mauvais nobles sont regroupés au sein d'une catégorie fondée, au départ, sur des critères sociaux et politiques : il s'agit des magnats⁴³. Comme l'écrira dans les années 1340 et à Pérouse le grand juriste Bartole de Sassoferrato, ces magnats apparaissent à tel point *maiores* par leur puissance et audacieux dans leur frénésie vouée à opprimer les *populares* que les autorités citadines s'arrogent le droit de les priver de leur espace d'action politique en les dépouillant de toute magistrature, voir en les exilant *in agro* ; voilà pourquoi ils n'auraient même pas le droit de se réputer vraiment nobles⁴⁴. Cela dit,

⁴² Giordano da Pisa, éd. cit., XIII, p. 106-108. Un demi-siècle plus tard, ce concept sera repris en droit par Bartole : édition non critique du traité *De dignitatibus* sur la noblesse dans M. Schnerb-Lièvre, G. Giordanengo, « Le *Songe du Vergier* et le traité des dignités de Bartole, source des chapitres sur la noblesse », *Romania*, 437-438, 1989, p. 181-232 (*secundum diversitatem locorum diversificanda sunt nomina articuli diversimode formandi [...]. Dicatur ergo proverbialiter ille est nobilis qui nobilis a populo reputatur*, rubrique 93, p. 230).

⁴³ Deux recherches pionnières : G. Salvemini, *Magnati e popolani in Firenze dal 1250 al 1295*, Firenze, G. Carnesecchi e Figli, 1899 (plusieurs rééditions et la réflexion collective du centenaire dans *Magnati e popolani...*, op. cit.) ; G. Fasoli, « Ricerche sulla legislazione antimagnatizia nei comuni dell'alta e media Italia », *Rivista di storia del diritto italiano*, 12, 1939, p. 1-122 ; C. Klapisch Zuber, « Ruptures de parenté et changements d'identité chez les magnats florentins du XIV^e siècle », *Annales ESC*, 1988, p. 1205-1240 ; *Ead.*, « Honneur de noble, renommée de puissant : la définition des magnats italiens (1280-1400) », *Médiévales*, 24, 1993, p. 81-100 ; *Ead.*, « Vrais et faux magnats. L'application des ordonnances de justice au XIV^e siècle », *Magnati e popolani...*, op. cit., p. 273-291 ; voir à présent *Ead.*, *Retour à la cité. Les magnats de Florence, 1343-1434*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006 ; G. Milani, « Da milites a magnati. Appunti sulle famiglie aristocratiche bolognesi nell'età di re Enzo », *Bologna, re Enzo e il suo mito*, éd. A. L. Trombetti Budriesi, Bologna, Deputazione di storia patria per le province di Romagna, 2001, p. 125-155.

⁴⁴ Citations du *De dignitatibus* : M. Schnerb-Lièvre, G. Giordanengo, art. cit., rubriques 77, 80, p. 227-228.

les critères distinctifs du magnat ne correspondent jamais tout à fait aux seuls indicateurs nobiliaires. Ainsi, à Pistoia, selon la refonte des statuts communaux datée de 1329, un certain nombre de *milites*, bien que nés *de nobili stirpe et progenie*, doivent être comptabilisés parmi les populaires étant donné qu'ils *careant potentia propter quam debeant magnates et potentes haberi*⁴⁵. Socialement, le magnat se reconnaît à son comportement affiché et public, à sa *fama* / renommée, à ses attaches chevaleresques et à la force de ses liens lignagers ; politiquement, il est l'adversaire attitré, ou du moins favori, des gouvernements populaires qui inscrivent son nom dans de longues listes de puissants affublés de « privilèges négatifs »⁴⁶, aussi bien fiscaux que judiciaires, institutionnels ou sociaux (interdictions d'accès aux magistratures, obligations de serment, astreintes à verser des cautions, menaces de bannissement, contrôles identitaires). Entre Florence et Bologne, et de la fin du XIII^e jusqu'en plein XV^e siècle, Christiane Klapisch-Zuber et Giuliano Milani nous l'ont bien fait comprendre⁴⁷ : d'une part, la catégorie des magnats renforce au fil du temps ses traits politiques au détriment de ses caractères sociaux et ce, en relation directe avec les tendances à la fermeture des groupes dirigeants communaux au cours du XIV^e siècle ; d'autre part, les répertoires changeants des magnats citadins participent pleinement d'une forme typiquement communale de gouvernance : le pouvoir de la liste⁴⁸. Fortement liée à ces classements documentaires, l'identification des noblesses urbaines ne se reconstruit pas, comme cela pouvait être le cas au nord des Alpes, à partir des rôles d'exemption fiscale, mais bien plutôt selon des critères de distinction et d'exclusion socio-politiques. En effet, dès lors que l'on croise ces listes de proscription (et leurs silences) avec les rôles des magistratures communales, les *laudes civitatum* ou les chroniques urbaines, voilà qu'apparaissent les bons nobles, à savoir les principaux partisans du régime en place. Face aux Donati, voici les Cerchi, ou d'autres « *popolani grassi* », selon le lexique des chroniqueurs florentins du XIV^e siècle⁴⁹. Or, au quotidien, ces populaires puissants se comportent comme de vérita-

⁴⁵ Les rubriques statutaires sont éditées dans L. Gai, « Nobiltà magnatizia e nobiltà di popolo nel ceto dirigente a Pistoia durante i primi decenni del '300 », *I ceti dirigenti nella Toscana tardo comunale*, Firenze, Papafava, 1983, p. 97-116, part. p. 115-116.

⁴⁶ Cf. C. Klapisch-Zuber, « Une catégorie de citoyens entravée par le passé. Les magnats florentins au XV^e siècle et le poids de définitions surannées », *L'autorité du passé dans les sociétés médiévales*, J.-M. Sansterre (dir.), Rome, École française de Rome, 2004 (*Collection de l'EFR*, 333), p. 121-138 ; cf., maintenant, la synthèse majeure de Christiane Klapisch : C. Klapisch-Zuber, *Retour à la cité...*, *op. cit.*, part. p. 143-172, 239-265.

⁴⁷ En sus des ouvrages cités *supra*, n. 43, G. Milani, *L'esclusione dal comune. Conflitti e bandi politici a Bologna e in altre città italiane fra XII e XIV secolo*, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2003 (*Nuovi Studi storici*, 63) ; *Id.*, « La memoria dei *rumores*. I disordini bolognesi del 1274 nel ricordo delle prime generazioni: note preliminari », *Le storie e la memoria. In onore di Arnold Esch*, R. Delle Donne, A. Zorzi éd., Firenze, Firenze University Press, 2002, p. 215-234 (RM-E Book, Reading, 1).

⁴⁸ Un exemple de listes de bannissement non magnatiques : J.-L. Gaulin, « Le bannissement pour dettes à Bologne au XIII^e siècle : une nouvelle source pour l'histoire de l'endettement », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 109/2, 1997, p. 479-499.

⁴⁹ Voir, parmi bien d'autres cas, celui de Dino Compagni, *op. cit.*, livre I, 5, 24, p. 9. Cf. G. Castelnovo, « Vivre dans l'ambiguïté : être noble dans la cité communale du XIV^e siècle », *Famiglie e poteri in Italia tra Medioevo e Età moderna (XIV-XVII secolo)*, actes du

bles aristocrates. Considérons leur style de vie, leur prestige urbain, leur aptitude à l'autocélébration politique et lignagère ; le résultat est toujours le même : les grands du Popolo sont, justement, autant de grands, donc autant de nobles qui, eux, peuvent se permettre de continuer à agir en ville et à régir la cité.

Nous avons jusqu'ici privilégié le binôme gouvernements "populaires" / noblesses communales ; la raison est simple, elle est fondamentalement politique. Alors que dans les villes régies *ad populum* la question nobiliaire apparaît à tous les niveaux institutionnels et documentaires comme un enjeu de taille au dénouement pour l'heure incertain, les cités qui tendent à se pourvoir de gouvernements seigneuriaux, ou qui restreignent leur degré de participation citoyenne, semblent consolider les privilèges de leurs nobles. Il peut s'agir, comme à Milan dès 1277, des prémices de la définition aristocratique d'une noblesse liée au contrôle exclusif du chapitre cathédral qui conduira, quelque temps plus tard, à la mise en place d'une véritable *matricula nobilium* urbaine⁵⁰ ; ce peuvent être aussi, à Venise, les débuts de la reconnaissance d'une noblesse toute politique, issue de la première *Serrata* de 1297, et constituée de quelques dizaines de lignages qui, hiérarchisés en douze « case vecchie » et douze « case nuove », constitueront, au tournant des années 1350, le cœur des *nobiliorum proles Venetiarum* de la chronique Giustiniani⁵¹. Cela dit, et au moment même où dans le *Mezzogiorno* angevin et aragonais les noblesses urbaines – et tout particulièrement la « nobiltà di seggio » napolitaine – commencent explicitement à concurrencer les aristocraties territoriales, féodales et royales⁵², les régimes issus des principautés urbaines et des républiques communales se trouvent au devant d'une nécessité commune, celle de mieux définir, juridiquement et socialement, leurs nobles. Le problème des rapports entre noblesse et commerce, entre « gentilezza » et *viles artes*, en est un excellent exemple.

Encore au milieu du XIV^e siècle, dans l'une des versions en langue vulgaire des aventures de la Table Ronde composées en terre florentine, Tristan, à peine adoubé, promet de se détourner de « ogni mercatanzia e arte » ainsi que de toute autre tentation mondaine⁵³ ; or, son renoncement peut être lu comme un exercice ascétique qui l'éloigne de toute envie de progresser dans un monde où, justement,

colloque, Lucques, juin 2006, A. Bellavitis, I. Chabot dir., en cours de publication auprès de l'École française de Rome.

⁵⁰ Cf. P. Grillo, *Milano in età comunale (1183-1276)*, Spoleto, Centro italiano di studi sull'alto medioevo, 2001, p. 324-329.

⁵¹ *Venetiarum historia vulgo Petro Iustiniano Iustiniani filio adiudicata*, éd. R. Cessi, F. Bennato, Venezia, Deputazione di storia Patria per le Venezie, 1964 (*Monumenti storici*, 18), p. 255-277. Cf. S. Chojnacki, « La formazione della nobiltà dopo la Serrata », G. Arnaldi, G. Cracco, A. Tenenti (dir.), *Storia di Venezia. III. La formazione dello stato patrizio*, Roma, Treccani, 1998, p. 641-728 ; E. Crouzet-Pavan, *Venise triomphante*, Paris, Albin Michel, 2004², p. 292-339.

⁵² Cf. G. Vitale, « Nobiltà napoletana dell'età durazzesca », *La noblesse dans les territoires angevins à la fin du Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 2000 (*Collection de l'EFR*, 275) p. 363-421 ; P. Corrao, « Città ed élites urbane nella Sicilia del Tre-Quattrocento », *Revista d'Historia Medieval*, 9, 1998, p. 171-192.

⁵³ *La Tavola Ritonda o l'istoria di Tristano*, éd. F. Polidori, Bologna, Romagnoli, 1864, cap. 17, p. 67.

chevalerie, affaires et noblesse vont encore de pair⁵⁴. Toujours durant les années 1340, le premier traité juridique et exhaustif sur la noblesse, le *De Dignitatibus*, tout en s'escrimant, avec maintes difficultés, à trouver quelques dénominateurs communs aux nobles urbains, ne consacre que quelques phrases bien sèches au doublet *artes* et noblesse. Dans un cadre encore dominé par les autorités communales d'ascendance populaire, là où le *verbum nobilis equivocum est* car les définitions de la noblesse changent de cité à cité, Bartole ne traite qu'en passant de ces nobles qui risquent de se réduire *ad paupertatem vel ad viles artes* et qui *tunc incipient esse innobiles*⁵⁵. Il est vrai que nous entrevoyons la prise en compte d'une hiérarchie des *artes* qui sous-tend le droit du noble à cultiver le grand commerce alors que, contrairement à ce que proclamait Otton de Freising, l'exercice des *artes mechanicas* est considéré comme avilissant ; cependant, il ne s'agit que d'un des aléas auxquels tout noble peut être confronté. Il est tout aussi vrai que, dans un autre commentaire, Bartole se réfère aux *milites* florentins qui combattent *causa honoris, nihilominus mercantiam exercent et dicuntur populares*⁵⁶ ; cela dit, l'opposition semble demeurer interne à une noblesse au sein de laquelle l'on distinguerait les nobles aristocrates voués à la guerre chevaleresque et les "magnats populaires" habitués, eux, à une économie plus marchande⁵⁷. Admettons, sans doute, qu'un palier ultérieur a été franchi, car un intellectuel communal, par ailleurs fidèle à l'idéologie populaire, rehausse les qualités convenues de la noblesse aristocratique au détriment des caractères plus entreprenants des nobles urbains ; il n'en reste pas moins que le lien entre noblesse et marchandise est encore loin d'être rompu.

Trente ans plus tard, la situation semble en pleine mutation, en droit comme dans le sens commun. En bon héritier de Bartole, Baldo degli Ubaldi, tout en distinguant les nobles vertueux, bien que pauvres, des magnats *superbi, et inimici popularium*, reprend le commentaire de son maître concernant les *milites* florentins ; mais, à présent, les reproches du juriste envers qui « s'applique plus à la marchandise qu'à la gloire militaire » concernent indistinctement tous les chevaliers⁵⁸. Sur un versant plus littéraire, le *Decameron* de Boccace raille « ce richissime marchand qui, niaisement, comme le font encore aujourd'hui tous les marchands, pensa s'ennoblir par mariage »⁵⁹. Noblesse et marchandise sont prêtes à se scinder ; deux autres témoignages presque contemporains sont là pour l'attester. En 1377-1378, Lapo di Castiglionchio, juriste raffiné, descendant de nobles magnats et l'un des plus puissants politiciens guelfes de la cité de Florence d'avant les Ciompi, offre à son fils Bernar-

⁵⁴ F. Cardini, « Concetto di cavalleria e mentalità cavalleresca nei romanzi e nei cantari fiorentini », *I ceti dirigenti...*, *op. cit.*, p. 182-183, n. 92.

⁵⁵ *De dignitatibus* : M. Schnerb-Lièvre, G. Giordanengo, art. cit., rubriques 91, 94, p. 229-230.

⁵⁶ Bartolo da Sassoferrato, *Commentaria in Codicem, ad. De iurisdic. Omnium* [C., 3, 13], cité dans P. Gilli, *La Noblesse du droit*, Paris, Champion, 2003, p. 86, n. 49.

⁵⁷ Au nombre de ces derniers, nous pouvons compter, avant la lettre, une figure célèbre, celle du maître d'œuvre des ordonnances antimagnatiques dans le portrait qu'en fait Giovanni Villani : « uno valente uomo, antico e nobile popolano, e ricco e possente, ch'avea nome Giano della Bella » : G. Villani, *Nuova cronica*, éd. G. Porta, Parma, Guanda, 1990, tome 2, livre 9, ch. 1, p. 176.

⁵⁸ Baldo degli Ubaldi, *De testamento militis*, 2, 21, *L. in testamento* [C., 6, 21, 12] cité dans P. Gilli, *La Noblesse du droit...*, *op. cit.*, p. 87, nn. 53-54.

⁵⁹ Giovanni Boccaccio, *Decameron*, VII, 8 ; cf. R. Delfiol, « L'ideale cavalleresco nel Decameron di Boccaccio », *I ceti dirigenti*, *op. cit.*, p. 193-208, part. p. 201.

do une *Épître* sur la noblesse qui constitue le premier *volgarizzamento* du *De dignitatibus* de Bartole mais aussi l'un des plus anciens « libri di famiglia » de provenance nobiliaire. Tout accaparé par la défense de sa propre noblesse familiale, Lapo insiste sur la distance qui sépare son lignage d'origine seigneuriale des grands populaires et urbains qui « per artificio e per mercatantia erano fatti cittadini di Firenze e divenuti ricchi » : nos ancêtres – explique-t-il – « non discessono mai a arti né ad mercatantia »⁶⁰. En vérité, lui répond peu après son fils, certains d'entre eux avaient été marchands, « ma di mercatantie nobili et honeste, non vili, [...] il quale exercitio è reputato bello e grande, e chi quello exercita è accepto nella patria e riverito »⁶¹. Ici, un deuxième palier est franchi : la marchandise risque de diluer, voire d'abaisser, toute noblesse ; il faut presque s'en excuser. Dans le même temps, et à cause des déboires liés à la guerre de Chioggia de 1381-1382, le sénat vénitien rénove ses stratégies nobiliaires en mettant en place un système d'assistance publique capable de soutenir les nobles appauvris⁶² ; la noblesse est en passe de se constituer en groupe juridiquement fermé, distinct du prestige social ou de la réussite économique de ses membres et ce, même dans une république de Venise si tournée vers le monde des affaires.

Les liens entre noblesse et marchandise changent définitivement de signe entre la seconde moitié du XIV^e et la fin du XV^e siècle, grâce à la rencontre de deux protagonistes rénovés : d'une part, nous remarquons un pouvoir politique profondément remanié, autour du prince, de ses officiers et de sa cour, ou bien autour des élites de gouvernement républicaines ; d'autre part, nous assistons à l'essor de couches dirigeantes urbaines qui, même en l'absence de tout verrouillage formel de leurs conseils, tendent à s'ennobler collectivement⁶³. Voilà s'ancrer dans le panorama citadin ce que l'historiographie italienne, suivant un modèle flamand et rhénan, a qualifié de patriciat urbain⁶⁴. Or, dans le cadre juridique de la *civitas sibi princeps* et

⁶⁰ Lapo da Castiglionchio, *Epistola al figlio Bernardo e due Lettere di Bernardo al padre*, éd. S. Panerai, *Antica possessione con belli costumi. Due giornate di studio su Lapo da Castiglionchio il Vecchio*, F. Sznura (dir.), Firenze-Pontassieve, ottobre 2003, Firenze, Aska Edizioni, 2005, p. 366, 377. Cf. G. Castelnovo, « Vivre dans l'ambiguïté... », art. cit.

⁶¹ Lapo da Castiglionchio, *Epistola...*, op. cit., p. 445.

⁶² S. Chojnacki, art. cit., p. 707.

⁶³ Un cas d'étude régional : G. M. Varanini, « L'organizzazione del distretto cittadino nell'Italia padana nei secoli XIII-XIV », *L'organizzazione del territorio in Italia e Germania: secoli XIII-XIV*, a c. di G. Chittolini, D. Willoweit, Bologna, Il Mulino, 1994 (*Annali ISIG*, Quaderno 37), p. 133-233 ; un tour d'horizons à plusieurs mains : *Principi e città alla fine del Medioevo* a c. di S. Gensini, San Miniato, Centro di Studi sulla civiltà del tardo Medioevo, Pacini, 1996 (Collana di Studi e Ricerche, 6) ; une synthèse d'ensemble : G. M. Varanini, « Aristocrazie e poteri nell'Italia centro-settentrionale dalla crisi comunale alle guerre d'Italia », R. Bordone, G. Castelnovo, G. M. Varanini, *Le aristocrazie...*, op. cit., p. 121-193.

⁶⁴ Cf. M. Berengo, « Patriziato e nobiltà: il caso veronese », *Rivista storica italiana*, 87, 1975, p. 493-517 ; C. Mozzarelli, P. Schiera dir., *Patriziati e aristocrazie nobiliari*, Trento, Libera Università degli Studi, 1978 ; J. S. Grubb, « Patriziato, nobiltà, legittimazione: con particolare riguardo al Veneto », *Istituzioni, società e potere nella Marca trevigiana e veronese (secoli XIII-XIV)*, Roma, Istituto storico per il Medio Evo, 1988 (*Studi Storici*, 199-200), p. 235-251.

alors même que les anoblissements impériaux, parfois contestés, demeurent rares⁶⁵, les noblesses urbaines se trouvent à la croisée des chemins. Ou bien elles continuent à se draper dans leurs indéniables spécificités communales (liens vigoureux entre la politique, le droit, la marchandise et la noblesse ; opportunités répétées d'ascension sociale), ou bien elles s'orientent vers une refondation plus figée, plus seigneuriale et plus aristocratique de leurs principaux caractères.

En vérité, encore au milieu du XV^e siècle, la question ne semble pas close, du moins si l'on se fie à un traité du Pogge *sur la vraie noblesse*. Ce dialogue humaniste, qui, comme l'œuvre de Bartole, eut un succès durable dans toute la Péninsule⁶⁶, contient un questionnaire à entrées multiples qui passe en revue les principaux critères de noblesse. Niccolò Niccoli, l'alter ego du Pogge qui prend alors la parole, présente une géographie politique tout à fait renouvelée : il ne s'agit plus des seules cités communales du centre et du nord de la Péninsule, mais bien d'une série d'États régionaux, régis en principautés ou en républiques, et qui couvrent presque toute l'Italie, de Naples à Venise, de Rome à Gênes et à la Lombardie⁶⁷. Deux lectures nobiliaires sont confrontées dans le texte : d'une part la noblesse du terroir, rurale, gothique et chevaleresque, qui vit de ses châteaux, de ses rentes et de ses loisirs typiquement aristocratiques (chasse, équitation) ; d'autre part la noblesse urbaine, toute vouée à la politique, à la gouvernance et aux affaires. L'enquête italienne du Pogge s'intéresse particulièrement aux rapports entre marchandise et noblesse : si les nobles napolitains *mercaturam ut rem turpissimam vilissimamque exhorrent*, si les Romains la méprisent et si en Lombardie comme dans les anciennes terres de la Marche de Trévise, seules l'antiquité du lignage et la *negotiorum vacatio* créent la noblesse, tel n'est pas le cas de Venise ou de Gênes, deux cités où les nobles (y compris les chevaliers) se dédient au commerce, exactement comme les roturiers. Pour le Pogge, la meilleure des noblesses demeure florentine : « chez nous, en effet, les nobles sont les descendants d'anciens lignages, dont les ancêtres ont participé à l'administration de la *respublica* par le biais des offices urbains. Une partie d'entre eux s'adonne au commerce, une autre partie se complaît de son titre nobiliaire, ne fait absolument rien et se délecte de la chasse à courre et au faucon »⁶⁸. Ce portrait élogieux garde encore un équilibre certain entre marchands et rentiers, politiciens et héritiers. N'oublions pas, cependant, que Florence incarne l'un des derniers exemples d'une idéologie communale d'ascendance populaire, ce qui contribue à expliquer la bonne tenue des indicateurs commerciaux et politiques de sa noblesse. Cela est encore plus évident lorsqu'on suit le Pogge dans sa description des noblesses européennes. Là, les marchands anoblis sont au mieux des *seminobiles* qui, comme en France, ne peuvent espérer réussir leur intégration nobiliaire qu'en passant de

⁶⁵ Voir entre autres G. M. Varanini « Polemiche su nobiltà e nobilitazione. Una frottola contro alcuni patrizi veronesi creati cavalieri da Federico III nel 1452 », *Per Alberto Piazzi. Scritti offerti nel 50° del sacerdozio*, Verona, Biblioteca capitolare di Verona, 1998, p. 381-409.

⁶⁶ C. Donati, *L'idea di nobiltà in Italia, secoli XIV-XVIII*, Roma-Bari, Laterza, 1988, p. 11-17 ; cf. aussi les limites de la réception française : P. Gilli, *Au miroir de l'Humanisme...*, *op. cit.*, p. 479.

⁶⁷ Un encadrement récent : I. Lazzarini, *L'Italia degli stati territoriali, secoli XIII-XV*, Roma-Bari, Laterza, 2003.

⁶⁸ Toutes les citations dans Poggio Bracciolini, *La vera nobiltà*, éd. D. Canfora, Roma, Salerno, 2002, p. 40-49.

l'*urbanitas* à la *ruralitas*. De plus, et alors qu'en Italie toute référence aux anoblis par office ou par lettre brille par son absence, le service et la faveur royale sont souvent, en Europe, les signes avant-coureurs d'un anoblissement certain⁶⁹. Vue avec les yeux du Pogge, l'Italie urbaine du milieu du *Quattrocento* n'est presque plus une terre de nobles banquiers ; elle n'est pas encore un monde de favoris ou d'officiers anoblis.

Les interprétations du Pogge se rapportent aussi à d'autres importantes modifications du statut nobiliaire en milieu (post) communal. Dès la fin du XIV^e siècle, bien des cités s'étaient pourvues de collèges regroupant leurs élites non marchandes. C'est le cas de Trévise où le collège des nobles tend à se transformer en une institution réservée aux seuls héritiers officiels qui exclut tous ceux dont les parents avaient exercé un art mécanique⁷⁰. Le renvoi aux *artes viles* apparaît souvent, il est vrai, comme un *topos* idéologique dont la valeur pratique dépend des stratégies politiques⁷¹ ; il n'en reste pas moins que le XV^e siècle redéfinit de manière toujours plus étroite et hiérarchisée ce que noblesse veut dire. Ainsi, dès 1443, et sous la houlette des autorités vénitiennes, le *gradus maioris* des citoyens de Trévise ne comprend plus que des nobles, alors que tout juge en est exclu⁷². Voilà qui rappelle que la seconde moitié du *Quattrocento* est aussi le temps de la chute des juristes qui, après avoir réussi à consolider une prééminence socio-politique dont les racines remontent pour le moins au XIII^e siècle podestatal, subissent le « retour en force de la noblesse militaire »⁷³. Cette séparation accrue entre les qualités, même vertueuses, du noble et l'exercice de toute profession non chevaleresque favorise le mépris du commerce. C'est cela que sous-tend l'avertissement de Pie II en 1443 : *nobiliorum ac plebeiorum nulla inter se commercia sunt*⁷⁴ ; c'est ainsi que s'expriment d'éminents juristes actifs dans les années 1490, comme Cristoforo Lanfranchini ou Giovanni Bertrachini qui, en dépréciant les nobles adonnés au commerce, rejoignent à leur manière les débats français sur la dérogeance⁷⁵.

En cette fin de siècle, l'éviction de la marchandise semble définitivement acquise : à Asti, le Livre d'Or de la noblesse communale évite scrupuleusement toute référence au glorieux passé marchand des lignages qu'il magnifie⁷⁶ ; à Ferrare, un

⁶⁹ *Ibid.*, p. 48-53.

⁷⁰ B. Betto, *I collegi dei notai, dei giudici e dei nobili in Treviso (secc. XIII-XVI)*, Venezia, Deputazione di storia patria per le Venezie, 1981 (*Miscellanea di studi e memorie*, 19), p. 408-412.

⁷¹ C. Mozzarelli, « Il sistema patrizio », *Patriziati e aristocrazie...*, *op. cit.*, p. 61.

⁷² Cf. B. Betto, *op. cit.*, p. 344.

⁷³ P. Gilli, *La Noblesse du droit*, *op. cit.*, p. 118-120.

⁷⁴ Enea Silvio Piccolomini (Pie II), *Pentalogus de rebus Ecclesiae et Imperii*, dans B. Pez (éd.), *Thesaurus anecdotorum novissimus: seu veterum monumentorum...*, IV, 3, Wien, Philippi, Martini, & Joannis Veith fratrum, 1723, col. 696 ; cf. I. Polverini Fosi, « 'La comune, dolcissima patria' : Siena e Pio II », *I ceti dirigenti nella Toscana del Quattrocento*, Firenze, Papafava, 1987, p. 510.

⁷⁵ Lanfranchini : G. Borelli, « Doctor an miles. Aspetti della ideologia nobiliare nell'opera del giurista Cristoforo Lanfranchini », *Nuova Rivista Storica*, 73, 1989, p. 151-168, part. p. 157 ; P. Gilli, *La Noblesse du droit*, *op. cit.*, p. 116-117 ; Bertrachini : Iohannes Bertrachinus, *Repertorium... olim auctum opera D. Ioan. Thierry*, Venezia, Nicola Bevilacqua, 1570, fol. 416-418 (*nobilis, nobilitas*), à partir aussi bien de Bartole et de Balde que de Guy Pape.

⁷⁶ R. Bordone, « Progetti nobiliari... », *art. cit.*, p. 438-444.

puissant officier des marquis d'Este peut tranquillement être considéré « homo de richo aspeto e de nation vile » alors même que les chroniques urbaines entendent bien faire le tri entre les simples riches et les vrais gentilshommes⁷⁷. Du XV^e au début du XVI^e siècle, la disgrâce du noble aux affaires peut même aller de pair avec la régénération d'anciens magnats. La grille de lecture de leurs listes de proscription communales change alors de signe ; à Bologne comme à Florence, l'exclusion se mue en distinction, le bannissement politique se fait l'indice certain d'une antiquité lignagère et, par conséquent, d'un indiscutable prestige social⁷⁸.

À l'aube des temps modernes, une convergence nobiliaire renouvelée entre le prince, la ville et la seigneurie voit le jour. Il est vrai que bien des différences subsistent, de principauté à principauté et de ville à ville. En 1547, les statuts urbains de Modène n'excluent-ils pas des conseils urbains aussi bien les nobles magnats que quiconque exerçait un « art vil »⁷⁹ ? Néanmoins, du duel à la gloire, des vertus de l'honneur à l'essor tardif des ordres chevaleresques, une noblesse plus aristocratique et plus européenne semble se dévoiler⁸⁰. Et pourtant, deux siècles plus tard, Montesquieu ne cache pas sa surprise en découvrant que dans la Toscane des derniers Médicis le Grand Duc ne peut, à lui seul, délivrer des lettres de noblesse : pour ce faire, il faut s'adresser à l'Ordre de Saint-Étienne, la seule institution princière et chevaleresque en mesure de donner une dimension unitaire à l'ensemble des élites duciales, des élites dont la noblesse exclut d'ailleurs, encore et toujours, le commerce⁸¹. Les marques de l'ascendance communale n'ont point encore disparu, bien qu'elles se soient depuis longtemps soumises à une « sombre et impérieuse religion de la noblesse et du sang »⁸².

Guido Castelnuovo
Université de Savoie – Chambéry

⁷⁷ Hondedio di Vitale, *Cronaca*, Biblioteca Comunale Ariostea, Ferrara, Coll. Antonelli, n. 257, col. 23v., cité par M. Folin, « Feudatari, cittadini, gentiluomini. Forme di nobiltà negli Stati estensi fra Quattro e Cinquecento », *Per Marino Berengo. Studi degli allievi*, Milano, Franco Angeli, 2000, p. 34-75, cit. p. 56, n. 80.

⁷⁸ G. Milani, « La memoria dei *rumores...* », art. cit., p. 291 ; C. Klapisch-Zuber, « Une catégorie de citoyens... », art. cit., p. 135-138 ; cf. à présent C. Klapisch-Zuber, *Retour à la cité...*, *op. cit.*, p. 415-434.

⁷⁹ *Libri cinque statutorum inclytæ civitatis Mutinæ*, Modena, Nicolio, 1547, cc. cc. XVIr. et XXVv – XXViv. Ces rubriques sont analysées dans M. Folin, art. cit., p. 68-69.

⁸⁰ Une série d'études régionales réunies dans L. Arcangeli, *Gentiluomini di Lombardia. Ricerche sull'aristocrazia padana nel Rinascimento*, Milano, Unicopli, 2003.

⁸¹ « Le grand duc ne donne guère de lettres de noblesse. On a seulement la faculté de fonder, pour 10.000 écus, une commanderie de l'Ordre de Saint-Étienne ; elle passe aux enfants après. Dans certains cas elle retourne à l'ordre. Cela fait noblesse. Ceci a perdu le commerce de Florence : un riche marchand ayant d'abord fondé la commanderie ; après quoi, il n'est plus permis de faire le commerce » : C. L. de Montesquieu, *Voyages*, Paris, Arléa, 2003, p. 156 ; cf. F. Angiolini, « La nobiltà "imperfetta": cavalieri e commende di S. Stefano nella Toscana moderna », M. A. Visceglia (dir.), *Signori, patrizi, cavalieri nell'Età moderna*, Roma-Bari, Laterza, 1992, p. 146-167, cit. p. 148.

⁸² C. Dionisotti, *Geografia e storia della letteratura italiana*, Torino, Einaudi, 1999², p. 254.

Bibliographie de référence

- Artifoni E., « L'éloquence politique dans les cités communales (XIII^e siècle) », *Cultures italiennes*, éd. I. Heullant-Donat, Paris, Éditions du Cerf, 2000, p. 270-296.
- Artifoni E., « I governi di "popolo" e le istituzioni comunali nella seconda metà del secolo XIII », *Reti Medievali – Rivista*, IV/2, 2003, <http://www.storia.unifi.it/_RM/rivista/saggi/Artifoni.htm>.
- Bordone R., Castelnovo G., Varanini G. M., *Le aristocrazie : dai signori rurali al patriziato*, Roma-Bari, Laterza, 2004.
- Chojnacki S., « La formazione della nobiltà dopo la Serrata », G. Arnaldi, G. Cracco, A. Tenenti (dir.), *Storia di Venezia. III. La formazione dello stato patrizio*, Roma, Treccani, 1998, p. 641-728.
- Contamine P., *La noblesse au royaume de France de Philippe le Bel à Louis XII. Essai de synthèse*, Paris, PUF, 1997.
- Crouzet-Pavan É., *Enfers et paradis. L'Italie de Dante et de Giotto*, Paris, Albin Michel, 2001.
- Donati C., *L'idea di nobiltà in Italia, secoli XIV-XVIII*, Roma-Bari, Laterza, 1988.
- Folin M., « Feudatari, cittadini, gentiluomini. Forme di nobiltà negli Stati estensi fra Quattro e Cinquecento », *Per Marino Berengo. Studi degli allievi*, Milano, Franco Angeli, 2000, p. 34-75.
- Gasparri S., *I milites cittadini. Studi sulla cavalleria in Italia*, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 1992 (*Nuovi studi storici*, 19).
- Gilli P., *Au miroir de l'Humanisme. Les représentations de la France dans la culture savante italienne à la fin du Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 1997 (BEFAR, 296).
- Gilli P., *La Noblesse du droit*, Paris, Champion, 2003.
- Grubb J. S., « Patriziato, nobiltà, legittimazione: con particolare riguardo al Veneto », *Istituzioni, società e potere nella Marca trevigiana e veronese (secoli XIII-XIV)*, Roma, Istituto storico per il Medio Evo, 1988 (*Studi Storici*, 199-200), p. 235-251.
- I ceti dirigenti nella Toscana tardo comunale*, Firenze, Papafava, 1983.
- I podestà dell'Italia comunale, Parte I. Reclutamento e circolazione degli ufficiali forestieri (fine XII-metà XIV sec.)*, dir. J.-C. Maire Vigueur, 2 vol., Rome, École française de Rome, 2000 (*Collection de l'EFR*, 268).
- Iannella C., *Giordano da Pisa. Etica urbana e forme della società*, Pisa, ETS, 1998.
- Klapisch Zuber C., « Honneur de noble, renommée de puissant : la définition des magnats italiens (1280-1400) », *Médiévales*, 24 1993, p. 81-100.
- Klapisch Zuber C., *Retour à la cité. Les magnats de Florence, 1343-1434*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006.

Magnati e popolani nell'Italia comunale, Pistoia, Centro italiano di studi di storia e d'arte, 1997.

Maire Vigueur J.-C., *Cavaliers et citoyens. Guerre et société dans l'Italie communale*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2003.

Milani G., *L'esclusione dal comune. Conflitti e bandi politici a Bologna e in altre città italiane fra XII^e XIV secolo*, Roma, Istituto storico italiano per il Medio Evo, 2003 (*Nuovi Studi storici*, 63).

Mozzarelli C., Schiera P. dir., *Patriziati e aristocrazie nobiliari*, Trento, Libera Università degli Studi, 1978.

Schnerb-Lièvre M., Giordanengo G., « Le *Songe du Vergier* et le traité des dignités de Bartole, source des chapitres sur la noblesse », *Romania*, 437-438, 1989, p. 181-232.